



Klimastreik Fribourg

# Mesures fribourgeoises

---

## But

---

Bilan net de gaz à effet de serre = 0 d'ici 2030

*Cette revendication, en tête des revendications nationales, constitue le but essentiel à atteindre absolument, quelles que soient les mesures à prendre pour y parvenir.*

## Mesures

---

*Dans la ligne des revendications nationales :*

### 1. Urgence Climatique :

- a. Assumer l'urgence : déclarer dans le canton l'urgence climatique de façon contraignante, c'est-à-dire prendre en compte l'impact climatique dans la prise de chaque décision comme critère prioritaire et déclarer la défense du climat comme un intérêt public prépondérant. Cela implique également d'en informer la population par des moyens transparents et efficaces.
  - b. Les autorités cantonales revoient le plan d'élaboration des mesures du "Développement Durable" en supprimant le huitième objectif qui traite de la croissance économique.
- c. Placement de fonds : ne pas entrer en relation avec les banques, ou toute institution financière, investissant dans les énergies fossiles. Le Canton démarre également immédiatement le désinvestissement de ses propres fonds (CPPEF, CCCF,...) et soutient le désinvestissement des fonds de la BNS dans les énergies fossiles et les institutions investissant elles-mêmes dans les énergies fossiles.
- d. Incitation fiscale et investissement public dans des mesures efficaces à la limitation des émissions de gazs à effet de serre.
- e. Le Canton de Fribourg prend officiellement position contre le déploiement de la 5G auprès de la Confédération. Cette technologie ne fera qu'augmenter la consommation énergétique du réseau internet et entraînera également un remplacement précoce de beaucoup de matériel électronique encore utilisable.
- f. Moratoire sur l'utilisation obligatoire de tablettes numériques personnelles dans tout le système étudiantin fribourgeois.

- g. Le canton de Fribourg fait pression sur la CIIP pour introduire dans le Plan d'Études Romand (PER) un cours spécifique sur l'écologie. Celui-ci doit comprendre notamment les bases de la physique de l'énergie (= deux premiers principes de la thermodynamique), les cycles du carbone, le principe des écosystèmes ainsi que tous les impacts socio-économiques et psychologiques en jeu. Le but de ce cours est de permettre une bonne compréhension de la situation climatique actuelle, ses causes et ses conséquences.
- h. Le canton de Fribourg fait pression sur la CIIP pour que les cours de couture, travaux manuels et cuisine inclus dans le Plan d'Études Romand (PER) soit généralisé de manière obligatoire dans tous les cantons pour tous les élèves de l'école obligatoire. Les buts à atteindre ne sont plus la simple esthétique mais bien les intérêts pratiques de ces apprentissages.
- i. Le Canton de Fribourg s'engage à faire déclarer l'urgence climatique de façon contraignante au niveau fédéral à l'aide d'une initiative cantonale.

## 2. Justice climatique :

- a. Pas d'écologie punitive sous aucune forme : nous entendons par là de ne pas mettre en place de politiques financièrement insupportables aux classes sociales les plus défavorisées. Les taxes incitatives doivent servir à réorienter les habitudes de vie de la population vers des alternatives écologiques.
- b. Fin immédiate des incitations fiscales aux activités émettrices de gaz à effet de serre.
- c. Transparence financière des fonds publics et fin immédiate des investissements publics dans les activités polluantes.
- d. Toute action citoyenne en faveur d'un changement de la politique climatique doit être encouragée et non réprimée. Les sanctions envers les étudiants prenant part à la Grève pour le Climat sont notamment intolérables.

## *Mesures indépendantes envisageables :*

### **3. Transports :**

- a. Gratuité des transports publics pour tous sur le Canton de Fribourg et élargissement du réseau.
  - i. Extension du réseau trolleybus et tram à tout le réseau TPF Mobul et TPF Agglo .
- b. Moratoire sur l'extension du réseau routier jusqu'en 2030, en exceptant les routes nécessaires à la production agricole.
- c. Extension du réseau de pistes cyclables comme alternative aux automobiles.
- d. Utilisation de biocarburants issus d'huiles végétales usagées pour les bus du réseau TPF régio.

### **4. Alimentation :**

- a. Interdiction des pratiques agricoles écotoxiques et mise en place d'un plan de transition agricole. Cette transition ne doit pas se faire au dépens des agriculteurs !
  - i. Fin de l'utilisation des denrées alimentaires comestibles pour l'Homme pour nourrir le bétail.
  - ii. Promotion des circuits courts.
  - iii. Mise en place d'un système public de redistribution des surplus alimentaires (invendus) et soutien aux initiatives privées déjà existantes.
- b. Instauration d'une taxe par couches d'emballage. Restaurateurs et distributeurs compris.
- c. Mise en place de mesures contraignantes contre l'étalement urbain et protection des zones agricoles.
- d. Transformation des espaces verts en jardins comestibles.

### **5. Habitation :**

- a. Moratoire reconductible sur l'extension du réseau de gaz fossile.
- b. Indicateur énergétique A obligatoire pour tout le nouveau bâti.
- c. Assainissement énergétique obligatoire du parc immobilier fribourgeois. L'Etat s'assure que celui-ci est accessible à toute la population, indépendamment de son revenu.
- d. Favoriser le bois et la terre locales comme matières premières de construction, au détriment du béton. Cette mesure s'applique à tout le nouveau bâti.
- e. Introduction d'une taxe progressive dans le temps sur les locaux vides, pour éviter la spéculation et la construction d'immeubles alors que beaucoup de surfaces restent disponibles.

# Freiburger Massnahmen

---

## Ziel

---

Netto-CO<sub>2</sub>-Bilanz = 0 bis 2030

*Diese Forderung, die an der Spitze der nationalen Forderungen steht, ist das wesentliche zu erreichende Ziel, unabhängig von den zu ihrer Erreichung zu ergreifenden Massnahmen.*

## Massnahmen

---

*In Übereinstimmung mit den nationalen Anforderungen:*

### 1. Klimakatastrophe:

- a. Dringlichkeit annehmen: bei jeder Entscheidung die Klimaauswirkungen als vorrangiges Kriterium in Betracht ziehen und der Klimaschutz zu einem übergeordneten öffentlichen Interesse erklären. Das bedeutet auch, die Bevölkerung mit transparenten und effektiven Mitteln zu informieren.
- b. Die kantonalen Behörden überprüfen den Plan zur Entwicklung von Massnahmen der "Nachhaltigen Entwicklung", indem sie das achte Ziel, das sich auf das Wirtschaftswachstum bezieht, streichen.
- c. Fondsanlage: nicht an Banken oder andere Finanzinstitute, die in fossile Brennstoffe investieren, sich wenden. Der Kanton beginnt auch sofort mit der Desinvestition eigener Mittel (CPPEF, CCCF,...) und unterstützt die Mittel der SNB auf Bundesebene.
- d. Steuerliche Anreize und öffentliche Investitionen in wirksame Massnahmen zur Begrenzung der CO<sub>2</sub>-Emissionen.
- e. Der Kanton Freiburg bezieht offiziell Stellung gegen den Einsatz von 5G beim Bund. Diese Technologie wird nur den Energieverbrauch des Internet-Netzwerks erhöhen und auch dazu führen, dass viele der noch verwendeten elektronischen Geräte frühzeitig ersetzt werden.
- f. Moratorium für die obligatorische Verwendung von persönlichen digitalen Tabletten im gesamten Freiburger Schulsystem.
- g. Der Kanton Freiburg setzt sich beim Plan d'Études Romand (PER) für die Einführung eines spezifischen Kurses zur Ökologie ein. Dazu gehören insbesondere die Grundlagen der Energiephysik (= erste beiden Prinzipien der Thermodynamik), die Kohlenstoffkreisläufe, das

Ökosystemprinzip und alle damit verbundenen sozioökonomischen und psychologischen Auswirkungen. Ziel dieses Kurses ist es, ein gutes Verständnis der aktuellen Klimasituation, ihrer Ursachen und Folgen zu vermitteln.

- h. Der Kanton Freiburg setzt sich beim Plan d'Études Romand (PER) für die obligatorische Verallgemeinerung von Näh-, Hand- und Kochkursen für alle Schüler der Pflichtschule ein. Die zu erreichenden Ziele sind nicht mehr nur die Ästhetik, sondern die praktischen Interessen dieser Erkenntnisse.
- i. Der Kanton Freiburg setzt sich mit einer kantonalen Initiative für die Umsetzung der verbindlichen Klima-Notlage auf Bundesebene zu verkünden.

## **2. Klimagerechtigkeit:**

- a. Keine Strafökologie in irgendeiner Form: Damit meinen wir, keine Politiken einzuführen, die für die am stärksten benachteiligten sozialen Schichten finanziell unerträglich sind. Mit Hilfe von Anreizsteuern muss der Lebensstil der Menschen auf ökologische Alternativen umgestellt werden.
- b. Sofortiges Ende der steuerlichen Anreize für Aktivitäten, die Treibhausgasemissionen verursachen.
- c. Finanzielle Transparenz der öffentlichen Mittel und sofortiges Ende der öffentlichen Investitionen in umweltbelastende Tätigkeiten.
- d. Jegliche Bürgeraktion zum Klimawandel muss gefördert und nicht unterdrückt werden. Insbesondere die Sanktionen gegen Studenten, die am Klimastreik teilnehmen, sind nicht hinnehmbar.

## *Mögliche unabhängige Messungen:*

### **3. Transport:**

- a. Kostenloser öffentlicher Verkehr für alle im Kanton Freiburg und Ausbau des Netzes.
  - i. Ausbau des Obus- und Straßenbahnnetzes auf das gesamte TPF-Mobul- und TPF-Aggllo-Netz.
- b. Moratorium für den Ausbau des Straßennetzes bis 2030, mit Ausnahme der für die landwirtschaftliche Produktion erforderlichen Straßen.
- c. Ausbau des Radwegenetzes als Alternative zum Auto.
- d. Verwendung von Biokraftstoffen aus gebrauchten Pflanzenölen für Busse im regionalen TPF-Netz.

### **4. Nahrungsmitteln:**

- a. Verbot ökotoxischer landwirtschaftlicher Praktiken und Umsetzung eines landwirtschaftlichen Übergangsplans. Dieser Übergang darf nicht zu Lasten der Landwirte gehen!
  - i. Ende der Verwendung von essbaren Lebensmitteln für den Menschen zur Tierernährung.
  - ii. Förderung von kurzen Wegen und Schutz von landwirtschaftlichen Flächen.
  - iii. Implementierung eines öffentlichen Systems zur Umverteilung von (unverkauften) Nahrungsmittelüberschüssen und Unterstützung für bereits bestehende private Unternehmen.
- b. Einführung einer Steuer pro Verpackungsebene. Restaurantbesitzer und -verteiler inklusive.
- c. Umsetzung verbindlicher Maßnahmen gegen die Zersiedelung.
- d. Umwandlung von Grünflächen in essbare Gärten.

### **2. Residenz:**

- a. Erneuerbares Moratorium für den Ausbau des fossilen Gasnetzes.
- b. A-Energieindikator Pflichtfeld für alle Neubauten.
- c. Obligatorische energetische Sanierung des Freiburger Gebäudebestandes. Der Staat stellt sicher, dass er der gesamten Bevölkerung unabhängig vom Einkommen zugänglich ist.
- d. Förderung von lokalem Holz und Boden als Baustoffe zum Nachteil von Beton. Diese Maßnahme gilt für alle Neubauten.
- e. Einführung einer progressiven Steuer im Laufe der Zeit auf leere Räume, um Spekulationen und den Bau von Gebäuden zu vermeiden, während viele Flächen verfügbar bleiben.